



Conseil économique et social

Distr. générale
11 février 2000
Français
Original : anglais

Commission du développement durable

Huitième session

24 avril-5 mai 2000

Débat sur le développement agricole durable

Note du Secrétaire général

Additif

Document de travail présenté par l'International Agri-Food Network (Réseau international agroalimentaire)*

Table des matières

	<i>Page</i>
Thème 1. Options en matière de techniques de production agricole, de modes de consommation et de réglementation de sécurité : potentiels et dangers pour le développement agricole durable. . . .	2
Thème 2. Meilleures pratiques de gestion des ressources en terre en vue d'obtenir des cycles alimentaires durables	7
Thème 3. Les savoirs nécessaires à la mise en place d'un système d'approvisionnement vivrier viable : identifier les besoins et y répondre dans le domaine de l'enseignement, de la formation, du partage des connaissances et de l'information	10
Thème 4. Mondialisation, libéralisation des échanges et investissements : incitations économiques et conditions générales d'une agriculture écologiquement viable	15

* Les vues et opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'International Agri-Food Network et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

Commission du développement durable

Huitième session, New York

Débat sur le développement agricole durable

*Document de travail présenté par l'International Agri-Food Network (IAFN)**

Thème 1

Options en matière de techniques de production agricole, de modes de consommation et de réglementations de sécurité : potentiels et dangers pour le développement agricole durable

Les secteurs agricole et agroalimentaire coopèrent avec les agriculteurs et d'autres parties intéressées, notamment des gouvernements et des organisations non gouvernementales, afin de mettre au point des techniques appropriées indispensables pour nourrir la population mondiale croissante. Ils fournissent aussi l'appui nécessaire pour mettre les techniques au service de chaque étape de la chaîne alimentaire et assurer aux consommateurs une offre de denrées alimentaires saines. Le secteur privé joue aussi un rôle non négligeable dans la diffusion auprès des agriculteurs des informations dont ils ont besoin pour optimiser leur rendement potentiel – cultures et bétail – et pour protéger leurs exploitations contre les ravageurs et les maladies d'une façon aussi écologiquement et socialement acceptable que possible.

Protection des ressources agricoles et naturelles

Les industries de soutien agricole reconnaissent que la protection des ressources agricoles est un impératif mondial. Aux fins d'une meilleure productivité, il vaut mieux pour l'environnement et les ressources mondiales chercher à accroître la productivité des terres déjà cultivées plutôt que d'exploiter de nouvelles zones marginales. Les engrais, les produits de protection des cultures et les plants améliorés permettent aux agriculteurs d'accroître leur production par unité de superficie cultivée. On peut ainsi favoriser la protection des écosystèmes fragiles et des habitats naturels et contribuer par là même au maintien de la diversité biologique.

Le défi consiste à utiliser toutes ces connaissances, acquis d'expérience et techniques disponibles pour mettre au point les méthodes les plus efficaces d'exploitation agricole durable, dont certains éléments sont les suivants : approches phytotrophiques intégrées – substances phytotrophes organiques et minérales – tech-

* L'International Agri-Food Network (Réseau international agroalimentaire) (www.agrifood.net) représente des associations et des fédérations au niveau international dont les membres sont des fournisseurs d'intrants et de matières premières agricoles, des agriculteurs (exploitations individuelles et familiales), des coopératives et des entreprises – allant des petites et moyennes entreprises jusqu'aux sociétés multinationales – de transformation et de transport des denrées alimentaires. Le présent document de travail a été établi pour fournir des informations en vue du débat de la huitième session de la Commission du développement durable et il ne s'agit ni d'une prise de position ni d'une déclaration officielle au nom du Réseau.

nique d'élevage et variétés végétales adaptées et systèmes de lutte intégrée contre les ravageurs.

Choix de méthodes de production

Les méthodes d'exploitation agricole durable varient, leur application devant en effet être adaptée à divers facteurs : conditions locales, marchés, demande des consommateurs et autres. À titre d'exemple, il apparaît de plus en plus que les systèmes d'exploitation agricole intégrée – combinaison de méthodes modernes et traditionnelles dans le respect des normes de base sur les « meilleures pratiques agricoles » – sont les plus prometteurs pour ce qui est d'atteindre les objectifs de la durabilité : productivité, efficacité économique, tout en répondant aux besoins sociaux et environnementaux de la société. Les systèmes d'agriculture biologique sont peut-être adaptés à certains marchés de consommateurs dont ils satisfont les préférences et les goûts, mais il est peu probable qu'ils deviennent l'option privilégiée de la plupart des agriculteurs vu leur faible potentiel de production vivrière en quantité suffisante et à des prix abordables pour la majorité de la population mondiale.

En outre, dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs font face à des difficultés et à des priorités précises en matière de sécurité alimentaire – fertilité du sol, gestion de l'eau, accès aux marchés, insuffisance des infrastructures et du crédit – qui limitent leurs choix de modes de production. Le développement agricole étant souvent le catalyseur ou le moteur de l'expansion ultérieure d'autres secteurs économiques, les gouvernements devraient s'employer activement à éliminer ces obstacles.

Toute transformation agricole comporte généralement une plus grande spécialisation des cultures, la production d'excédents commercialisables due à l'utilisation de nouveaux intrants – engrais, semences améliorées, produits de protection des cultures – et une plus grande dépendance à l'égard des marchés pour ce qui est des besoins des consommateurs. L'évolution du secteur agricole a une répercussion directe sur d'autres activités, à savoir en amont la fourniture d'intrants et de services de production et en aval les services de commercialisation et de transformation.

L'adoption de techniques de production améliorées, et la transformation agricole en général, continuent de se heurter principalement aux risques et aux incertitudes. Les agriculteurs, surtout dans les pays en développement, doivent faire face à divers risques liés à la production, aux marchés, ou à des aspects financiers, juridiques et institutionnels ainsi qu'aux ressources humaines. En revanche, dans les pays industrialisés, les exploitants agricoles ont à leur disposition un vaste éventail d'options et diverses institutions pour les aider à faire face à ces risques : services d'informations commerciales et météorologiques, protection des prix, assurance contre les mauvaises récoltes, restructuration de la dette, marché à terme, contrats de production, etc.

Toute production agricole constitue une intervention dans les écosystèmes naturels et a pour objet une production d'aliments et de fibres rentable. Les systèmes de production ne sont durables que s'ils s'avèrent capables d'assurer un certain niveau de productivité sans menacer à long terme de compromettre ou d'endommager l'environnement ou les ressources.

Pour obtenir des plantes et des animaux sains, la plupart des agriculteurs pratiquent des systèmes de rotation – culture d'au moins deux ou trois espèces, souvent

de diverses variétés. Une véritable monoculture est en effet peu fréquente et la culture du riz paddy, stable depuis des centaines, voire parfois des milliers d'années, est l'une de ces rares monocultures hautement mises en valeur.

Pratiques d'exploitation agricole intégrée

Les techniques de gestion intégrée sont un élément clef d'une exploitation agricole responsable, comprenant à la fois culture et élevage; elles sont propices à la stabilité économique et favorisent les environnements sains indispensables pour que l'agriculture durable devienne une réalité.

Ainsi, grâce à la gestion intégrée des cultures, on s'emploie surtout à prévenir les carences en nutriments, les invasions de parasites ou l'érosion des sols plutôt qu'à y remédier. Les industries de soutien agricole axent donc leur collaboration avec les agriculteurs et les autres parties intéressées sur la mise au point de techniques susceptibles d'accroître – d'une façon durable – la productivité de leurs systèmes de production respectifs.

La lutte intégrée contre les ravageurs fait appel à divers instruments de protection des cultures – biologiques, mécaniques et chimiques ainsi que biotechniques. La lutte moderne contre les parasites repose sur la prévention, le suivi rigoureux de la santé des plantes – contrôle des maladies, des plantes adventices et des parasites – et sur de rapides interventions. Les processus naturels de contrôle – à l'aide de techniques telles que la rotation des cultures et le recours aux prédateurs de parasites – permettent aussi d'éviter les invasions de ravageurs. L'industrie de protection des cultures reposant sur la recherche-développement est tout acquise à la mise au point, la promotion et l'application de techniques et pratiques de lutte intégrée contre les ravageurs à tous les niveaux.

Un document de la FAO intitulé « Guide to efficient plant nutrition management » décrit en détail les approches phytotrophiques intégrées qui visent à accroître la productivité des sols en ayant recours à un équilibre judicieux entre les engrais minéraux et les sources organiques de phytoaliments. Après les récoltes, les nutriments sont absorbés et, s'ils ne sont pas remplacés, ils se raréfient, ce qui appauvrit progressivement les sols. Bien que dans tout système d'exploitation agricole il soit souhaitable de recycler les matériaux organiques – déchets d'origine végétale et animale – et de contribuer ainsi au maintien de l'humidité et à la reconstitution des sols, on reconnaît désormais pleinement que ce recyclage à lui seul ne fournit pas les nutriments appropriés nécessaires à une culture durable et productive.

La mise au point de méthodes de gestion durable des cultures intervient de façon progressive et n'est possible que si les agriculteurs et ceux qui les aident s'engagent sans réserve à les appliquer. Les industries de soutien agricole s'efforcent donc de nouer des partenariats pour encourager la mise en commun des connaissances et des données d'expérience et parvenir à l'application mondiale de modes de culture intégrée.

Agriculture de précision : une nouvelle révolution agricole

On peut obtenir d'importants gains de productivité si l'on utilise les intrants en s'appuyant sur des informations plus précises sur les sites visés ainsi que sur une évaluation des obstacles à l'exploitation agricole. La croissance des cultures diffère sensiblement selon les conditions locales et il est donc manifestement erroné

d'appliquer uniformément à de vastes zones les mêmes intrants. Des relevés précis de chaque terrain assortis d'informations recueillies à partir d'échantillons de sol, et de données sur la lutte contre les parasites ou le rendement des cultures, permettent aux agriculteurs de cibler efficacement et judicieusement leur utilisation de phyto-a-liments et de produits de protection des cultures.

Les systèmes hautement perfectionnés utilisent des ordinateurs installés sur des machines agricoles telles que les moissonneuses, les épandeurs d'engrais et les asperseurs des cultures, en liaison avec des récepteurs mobiles du Système mondial de positionnement par satellite, ce qui permet dans certains cas aux agriculteurs de varier en fonction des sites les taux d'application des intrants, et d'optimiser par là même le potentiel de croissance des cultures en se fondant sur une détermination exacte des besoins du sol et des plantes.

Bien entendu, l'agriculture de précision ne nécessite pas systématiquement des techniques hautement perfectionnées. Le principe demeure que les agriculteurs, quelle que soit leur situation, peuvent sensiblement améliorer la précision de leurs techniques de gestion en tirant parti des informations recueillies à l'issue d'analyses de prélèvements des sols et des plantes.

Biotechnologie moderne

La biotechnologie moderne est un nouvel instrument important pour l'industrie agroalimentaire, qui permet d'améliorer avec plus de rapidité et de précision que par le passé un plus grand nombre de caractéristiques des produits végétaux et alimentaires. Les producteurs sont d'avis que la biotechnologie est véritablement à même de faciliter la satisfaction des besoins d'une population mondiale toujours croissante en denrées alimentaires saines et économiques produites d'une façon écologiquement rationnelle.

Les organismes commerciaux regroupés au sein de l'International Agri-Food Network (Réseau international agroalimentaire) appuient l'application d'analyses rigoureuses et de systèmes détaillés de réglementation, conformes aux principes scientifiques généralement acceptés, pour veiller à la sécurité des nouveaux produits. En retour, les entreprises agroalimentaires comptent pouvoir opérer dans un environnement stable et protégé par un cadre statutaire de dispositions internationalement acceptées reposant sur des principes scientifiques et économiques reconnus. Les incidences de l'utilisation des biotechnologies modernes sont mondiales, aussi est-ce à ce niveau que le débat doit intervenir pour trouver des réponses politiques équilibrées et responsables.

La consommation, moteur du marché

Si les agriculteurs sont les maillons indispensables de la chaîne de production agroalimentaire, les consommateurs jouent un rôle critique dans la sélection de l'offre et des modes d'acheminement des produits vendus sur le marché. La demande des consommateurs influe évidemment sur la nature, la quantité, la qualité et la diversité des futurs produits. Les consommateurs devraient avoir accès aux informations nécessaires pour répondre à leurs préoccupations et à leurs priorités au sujet des produits qu'ils achètent.

Nécessité d'une intensification de développement agricole durable

Avec la poussée démographique de la population mondiale qui devrait passer à 8 milliards d'habitants en 2030, les experts s'accordent à penser que les besoins alimentaires des pays en développement devraient presque doubler, hausse imputable pour une large part aux populations urbaines. La plupart des nouveaux terrains mis en culture sont marginaux et écologiquement fragiles et ne sauraient remplacer les terres que l'urbanisation ou la dégradation ont rendu inutilisables. L'agriculture, qui produit actuellement près de la moitié de l'alimentation mondiale à partir de terres irriguées et utilise 70 % de la totalité de la consommation en eau, devra de plus en plus souvent faire face à la réaffectation des ressources en eau à des fins municipales et industrielles.

Accroître la production vivrière des terres existantes : voilà le défi à relever; aussi est-il d'autant plus nécessaire de favoriser l'agriculture intensive. Toutefois, l'accroissement de la population exerce des pressions encore plus fortes sur l'utilisation des terres, et la superficie des terres arables par personne diminue. En outre, l'exode rural signifie que les agriculteurs répondant à la demande urbaine croissante de denrées alimentaires sont de moins en moins nombreux. La superficie moyenne des terrains céréaliers dans le monde est actuellement de 0,12 hectare par habitant, mais dans certains pays ce taux est tombé à 0,08 hectare, et on prévoit que d'ici à 2050, ce taux pourrait encore reculer pour être inférieur à 0,03 hectare.

L'agriculture, y compris les pâturages, occupe 37 % des terres émergées du globe. Les terres cultivées occupent environ 1,4 milliard d'hectares, tandis que les pâturages, les terres en jachère, la sylviculture et les activités de chasse et de cueillette occupent pour leur part 7,4 milliards d'hectares. Toutes ces activités se conjuguent pour influencer sur l'environnement tout en fournissant des ressources indispensables à l'homme. La protection des forêts, des bassins hydrographiques, des terres à pâturage et des terrains sujets à l'érosion, à la désertification et à la salinisation dépend de la mise au point de pratiques agricoles adaptées.

L'intensification du développement agricole durable est un défi technologique et politique mondial qui exige à la fois des solutions novatrices et des techniques de gestion améliorées. On trouvera ci-après quelques exemples des contributions des industries de soutien agricole :

- Nouvelles variétés de plantes xérophiles qui contribueront à la conservation de l'eau.
- Nouvelles variétés de plantes aptes à pousser hors saison ou sur des terres censées être infertiles et par là même propices à la conservation des sols. Certaines de ces cultures peuvent servir de sources d'appoint d'alimentation et de revenus, d'outils de stabilisation des sols ou d'engrais verts pour améliorer la fertilité et la composition des sols.
- Systèmes de conservation ou de travail minimum des sols – technique qui permet de stabiliser les couches arables, de réduire la consommation énergétique et de renforcer la productivité – susceptibles de minimiser l'érosion des sols par le vent et l'eau. Dans la plupart des cas, les herbicides sont un important outil de ce type de gestion des sols.

Thème 2

Meilleures pratiques de gestion des ressources en terre en vue d'obtenir des cycles alimentaires durables.

La gestion des ressources en terre pour la production alimentaire est, par définition, assurée à l'échelon local par les agriculteurs. Les activités du secteur agroalimentaire, situées en amont et en aval des agriculteurs dans la chaîne alimentaire, y contribuent grâce à l'innovation, la recherche, l'investissement, l'information, l'éducation et la vulgarisation. Les politiques et les directives nationales encouragent des pratiques qui visent, par exemple, à réglementer de façon adéquate les normes relatives aux facteurs de production agricole et à la sûreté alimentaire, souvent en partenariat avec le secteur privé. Il existe en outre de nombreuses autres parties concernées, notamment les collectivités locales, qui appliquent les meilleures pratiques de gestion adaptées aux conditions locales. Le secteur agroalimentaire, représenté par les associations et fédérations au sein du Réseau international agroalimentaire, aide les agriculteurs à adopter des pratiques de gestion durable des terres en :

- Favorisant des systèmes d'exploitation agricole intégrée, tels que la gestion intégrée des ravageurs et de la nutrition des plantes.
- Prêtant son concours à la coopération technologique, en particulier par le biais du renforcement des capacités dans les pays en développement.
- Investissant dans la recherche-développement en vue de découvrir de nouvelles techniques et d'améliorer les produits et les pratiques.
- Soutenant l'application pratique de solutions novatrices grâce à la diffusion des résultats de la recherche au moyen de l'éducation, de la vulgarisation et de programmes de formation.
- Appuyant des initiatives et des programmes de gestion communautaire tels que le programme australien « Landcare ».
- Encourageant un dialogue interdisciplinaire entre les différentes parties intéressées.
- Cherchant à instaurer des partenariats entre les secteurs public et privé, avec les organismes internationaux, les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés, et d'autres parties concernées à travers le monde.

Des approches intégrées comme meilleures pratiques

Le secteur agroalimentaire s'emploie à mettre au point des produits, des techniques et des méthodes susceptibles d'être utilisés dans le cadre des systèmes d'exploitation agricole intégrés actuels tels que la gestion intégrée des cultures qui préconise une approche faisant appel à de nombreuses connaissances. La plupart des acteurs au sein de la chaîne alimentaire ont mis au point des directives et des codes particuliers au secteur concernant les meilleures pratiques de gestion : le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation de pesticides de la FAO, les directives de l'Association internationale de l'industrie des engrais concernant les meilleures pratiques agricoles visant à optimiser l'utilisation des engrais pour l'Asie

et le Pacifique, l'Europe, l'Inde, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et les Philippines.

Les techniques et les produits particuliers ainsi que les quantités nécessaires varient d'un endroit à l'autre. Dans certains cas, l'usage de facteurs de production agricole peut avoir des retombées écologiques bénéfiques. Ainsi, les pratiques culturales de conservation ou de travail minimum des sols dépendent d'un usage ciblé des herbicides. Des méthodes de culture différentes et le désherbage mécanique entraînent souvent une érosion éolienne et/ou hydraulique de la couche arable. En augmentant les rendements grâce à l'utilisation concomitante de techniques particulières et d'autres facteurs de production agricole, on peut protéger des terres marginales ou fragiles, qui sans quoi, seraient susceptibles d'être mises en exploitation, et permettre ainsi de sauvegarder la biodiversité et des écosystèmes précieux (voir thème 1). Encourager les agriculteurs à recourir aux prédateurs des parasites les dote d'armes supplémentaires dans la lutte contre les pertes de rendement.

Utilisation rationnelle de l'eau dans l'agriculture

L'un des aspects les plus importants de la gestion des sols concerne la disponibilité et l'utilisation de l'eau, notamment dans les zones arides et semi-arides. L'agriculture emploie 70 % du total de l'eau utilisée et près de la moitié de la production alimentaire dans le monde provient de terres irriguées. Dans de nombreuses régions, la production agricole est limitée plus par la pénurie d'eau que par la pénurie de terres. L'agriculture va se trouver en concurrence croissante avec les municipalités et les industries pour l'usage de l'eau douce, étant donné notamment que l'enrichissement progressif des pays en développement entraîne une augmentation de la demande de fruits et légumes, dont la culture nécessite beaucoup d'eau.

La consommation et la pollution de l'eau sont des problèmes de plus en plus sérieux; d'ici à 2050, plus de 40 % de la population mondiale pourraient avoir à faire face au problème de la pénurie d'eau. L'utilisation rationnelle de l'eau et la mise au point de stratégies de recyclage sont essentielles pour la préservation et la reconstitution des réserves d'eau. Il est nécessaire d'éviter la pollution si l'on veut garantir l'accès à une eau potable. Encourager l'utilisation de plantes xérophiles dans les zones qui souffrent d'une pénurie d'eau peut aider à résoudre ces problèmes à l'échelon local.

Étude de cas : phytogénétique et biotechnologie dans les pays en développement

Il est désormais largement reconnu que les techniques classiques à elles seules ne permettront pas de répondre à la demande en matière de production alimentaire et que la biotechnologie agricole deviendra un élément essentiel et de plus en plus important de toute stratégie mondiale relative à la sécurité alimentaire, surtout dans les pays en développement. Pourtant, la plupart des investissements dans la biotechnologie ont été le fait du secteur privé; il devient donc urgent de créer de nouveaux partenariats mondiaux entre le secteur privé et le secteur public dans le domaine agricole. Ces partenariats sont nécessaires pour utiliser au mieux les ressources limitées attribuées à l'agriculture et tirer profit des synergies potentielles, notamment le transfert de technologie comme condition préalable de systèmes agricoles rationnels et productifs dans les régions en développement. En 1992, une nouvelle institution a été créée : l'ISAAA (International Service for the Acquisition of Agro-biotech

Applications) qui fonctionne dans les locaux de l'Université Cornell (Ithaca, États-Unis d'Amérique). La stratégie de l'ISAAA consiste à :

- Aider les pays en développement à identifier les priorités et les besoins en matière de biotechnologie et à évaluer les impacts socioéconomiques éventuels; rechercher dans les pays industrialisés des applications biotechnologiques exclusives et évaluer le bien-fondé de leur transfert; fournir des services d'intermédiaire en élaborant des propositions de projet et des plans d'application; trouver les entités qui peuvent répondre aux besoins des institutions ou des pays particuliers; et mobiliser des fonds auprès d'organismes donateurs pour exécuter les projets.
- Aider les pays en développement en ce qui concerne un ensemble très divers de questions liées à la diffusion de la biotechnologie, comme la prévention des risques biotechnologiques, la sûreté des denrées alimentaires, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'obtention végétale, la gestion de l'utilisation de gènes résistants, ainsi que l'évaluation des incidences socioéconomiques. Jusqu'à présent, de nombreux projets importants ont été lancés et certains ont été menés à bien. Les principaux projets portent sur :
 - La mise au point de pommes de terre résistantes au virus (Mexique).
 - La mise au point et l'utilisation de diagnostics pour le maïs (Brésil).
 - L'utilisation d'un marqueur sélectionnable pour le manioc (Colombie).
 - La propagation de la culture tissulaire pour la banane (Kenya).
 - La résistance de la patate douce aux virus (Kenya).
 - La résistance de la papaye aux virus (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Viet Nam).
 - La résistance de la patate douce aux insectes (Viet Nam).

Étude de cas : Agsafe

Agsafe, branche d'Avcare (l'association australienne pour la protection des cultures et la santé des animaux) qui se consacre à la gestion avisée des ressources naturelles, agréé des projets concernant la protection des cultures et la santé animale. Avec l'appui de l'Australian Competition and Consumer Commission (ACCC), l'Agsafe s'attache à promouvoir activement la lutte intégrée contre les ravageurs, par le biais d'un programme de certification officiel relatif au stockage, à la manutention, au transport et à la vente dans des conditions de sécurité de produits chimiques agricoles et vétérinaires, du point de fabrication jusqu'au point de vente final.

Au cours des 10 dernières années, plus de 14 800 intéressés ont passé avec succès la première étape de la formation de base et plus de 4 400 sont parvenus au terme de la deuxième étape qui met l'accent sur la lutte intégrée contre les ravageurs. Cette formation est obligatoire pour tous ceux qui manipulent, recommandent, et vendent des produits relatifs à la protection des cultures et à la santé animale ou donnent des conseils dans ce domaine.

Dans le cadre de l'initiative qui vise à assurer la rationalité intégrale de l'agriculture en Australie, Avcare a mis au point un nouveau programme intitulé

drumMUSTER, en collaboration avec la Fédération nationale des agriculteurs, l'Association des fabricants et distributeurs de produits vétérinaires et l'Association des collectivités locales australiennes, et a établi une réglementation à cet effet avec le concours de l'ACCC. Adapté aux conditions qui prévalent à l'échelon des conseils municipaux, *drumMUSTER* concerne la collecte des conteneurs en métal et en plastique rigides non consignés utilisés pour l'emballage des produits destinés à la protection des cultures et à la santé animale.

Étude de cas : meilleure pratique agricole applicable aux phytonutriments

Jusqu'à la fin des années 70, la plupart des engrais produits industriellement étaient utilisés dans les pays développés. Si la consommation est désormais stabilisée dans ces pays, elle a considérablement augmenté dans les pays en développement et devrait continuer à augmenter étant donné que la croissance démographique et le développement de l'urbanisation entraînent une forte augmentation de la demande alimentaire. La dégradation des terres est souvent causée par la mise en culture excessive des sols et leur appauvrissement progressif dû au fait que les nutriments assimilés par les cultures ne sont pas remplacés.

L'utilisation concomitante d'engrais minéraux et d'engrais organiques permet d'améliorer la fertilité du sol, de maximiser le recyclage des nutriments, d'agir sur la rétention d'eau et de réduire la déperdition des nutriments dans les nappes phréatiques et l'atmosphère. Étant donné que l'on ne dispose que d'une étendue limitée de terres arables, la gestion avisée des phytonutriments est essentielle à la garantie de systèmes d'exploitation agricole rationnels et productifs. L'industrie des engrais accorde la priorité à la mise au point de produits et de techniques plus efficaces.

Les programmes de formation destinés aux agents de vulgarisation, aux négociants en engrais et aux détaillants, qui sont les mieux placés pour conseiller les agriculteurs sur l'utilisation de ces produits, sont coordonnés par l'industrie des engrais dans de nombreux pays, et les meilleures pratiques agricoles visant à optimiser l'utilisation des engrais sont élaborées et diffusées, notamment dans le cadre des techniques relatives au système intégré de nutrition des plantes. Durant plus de 30 ans, l'industrie internationale des engrais a également contribué pour une large part à un grand nombre d'investissements, de techniques et de programmes de vulgarisation dans les pays en développement, souvent en collaboration avec des organismes internationaux tels que la FAO et la Banque mondiale.

Thème 3

Les savoirs nécessaires à la mise en place d'un système d'approvisionnement vivrier viable : identifier les besoins et y répondre dans le domaine de l'enseignement, de la formation, du partage des connaissances et de l'information.

Les entreprises agroalimentaires jouent un rôle majeur dans le fonctionnement d'un système de production et de distribution des aliments sûr, économique et viable, répondant à la demande des consommateurs. La recherche, le développement et la transmission des savoirs ainsi acquis par le biais de l'enseignement, de l'information et des technologies de la formation sont des ingrédients essentiels à l'établissement de systèmes agroalimentaires viables.

La contribution du secteur agroalimentaire prend les formes suivantes :

- Activités continues dans la recherche et le développement agricole.
- Rôle croissant dans la formation, le renforcement des capacités et la coopération en matière de technologies.
- Investissements en vue d'améliorer les variétés végétales et les semences, de développer la biotechnologie, et d'assurer la nutrition des plantes, la protection des cultures et la santé des animaux dans une gestion intégrée de l'exploitation agricole.
- Amélioration de la qualité et de la variété des produits alimentaires et agricoles.
- Action visant à resserrer la coopération et la coordination entre les différents secteurs de la filière agroalimentaire.

Les savoirs font partie intégrante de l'agriculture

L'élaboration de technologies et de techniques agricoles permet d'aider les agriculteurs et les autres acteurs de la filière agroalimentaire à adopter des pratiques viables. Les méthodes de l'agriculture de précision, par exemple, sont issues de recherches visant à mieux comprendre la variabilité des conditions qui peuvent coexister sur une même parcelle. Ces nouvelles connaissances permettent alors de moduler l'application des intrants, ce qui présente des avantages économiques et écologiques. Pour pouvoir tirer parti de ces avancées, les agriculteurs doivent être incités à les mettre en pratique. Dans la plupart des systèmes de production agricole, il est possible d'augmenter considérablement le rendement et la performance environnementale.

L'International Agri-Food Network (réseau international agroalimentaire) a des activités dans le monde entier, par le canal de ses nombreuses associations, sociétés et institutions membres. La poursuite d'activités de recherche, d'enseignement, d'information et de vulgarisation permet d'aider les agriculteurs à identifier et à mettre en œuvre les solutions les mieux adaptées aux conditions et aux circonstances locales.

Recherche et développement

En matière de recherche et de développement, le secteur agroalimentaire a suivi la tendance générale à une diminution de l'investissement public et à une augmentation de l'investissement privé. Au cours des deux dernières décennies, l'organisation et la structure de la recherche appliquée dans ce secteur se sont considérablement modifiées, en particulier dans de nombreux pays en développement, dans la mesure où les gouvernements ont progressivement retiré leur appui à ces travaux. Pour encourager le secteur privé à assumer des responsabilités croissantes dans ce domaine, il est nécessaire que les pouvoirs publics établissent des cadres juridiques et institutionnels incitatifs. La sécurité des droits fonciers, la protection des droits de propriété intellectuelle, le crédit au développement rural, l'instauration d'un climat d'investissement et d'une réglementation favorables, ainsi que la célérité des procédures douanières ne sont que quelques exemples des conditions requises.

Les activités de recherche des participants à l'International Agri-Food Network sont fort diverses, variant selon les besoins de chaque secteur. Le secteur de la protection des plantes et de la phytogénétique cherche essentiellement à trouver de nouveaux produits. Ces sociétés investissent généralement plus de 10 % de leur chiffre d'affaires annuel dans la recherche appliquée. Leurs produits visent à assurer de hauts rendements pour diverses cultures, dans un souci de gestion intégrée des cultures – (voir thème 1). Il faut approximativement 10 ans pour développer un produit jusqu'au stade de son lancement sur le marché. Ce processus coûteux et rigoureux exige que les sociétés fassent preuve de clairvoyance dans la mesure où elles doivent prévoir 10 ans à l'avance le type de demandes des producteurs agricoles.

La recherche est également fort développée dans le domaine de la production de lait et de viande et de leur transformation, et est menée soit par des établissements publics, universités ou instituts de recherche par exemple, soit par le secteur privé. Il en va de même dans le domaine des céréales et des produits céréaliers. Un domaine nouveau prometteur : celui des plantes améliorées. Il est possible d'améliorer la valeur nutritive des plantes, telles que les variétés de riz, en les enrichissant en fer et en vitamine A, ou encore en les rendant résistantes à certaines maladies ou à certains parasites. Les plantes améliorées présentent également certains avantages environnementaux : un jour, par exemple, la culture de plantes résistant à la sécheresse aidera à économiser l'eau.

De tout temps, la domestication, la sélection des semences les plus intéressantes et l'hybridation ont permis d'améliorer les plantes. Les techniques aujourd'hui disponibles sont beaucoup plus ciblées et permettent d'obtenir plus efficacement les caractéristiques demandées. Sans la recherche, les bonds en avant qui ont récemment été réalisés dans ce domaine auraient été impossibles. L'utilisation de nouvelles variétés prend donc une importance croissante dans la gestion de l'agriculture par les méthodes de précision, et ces variétés sont adaptées en fonction des conditions particulières du sol et des menaces que les parasites font peser sur les cultures.

Les recherches menées sur les engrais visent à trouver les moyens de moduler les applications et de minimiser la perte d'éléments nutritifs. Un des objectifs de la recherche actuelle est de mettre au point des engrais à diffusion programmée de façon à maximiser l'absorption des éléments nutritifs par les plantes tout en réduisant les émissions nuisibles et les infiltrations. La nitrification et les inhibiteurs d'uréase peuvent également améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'azote, mais compte tenu du coût de production élevé des engrais spéciaux par rapport à celui des engrais traditionnels, leur application reste principalement limitée aux cultures à haute valeur ajoutée, aux applications horticoles, à des systèmes de culture particuliers et aux secteurs non agricoles.

Les chercheurs, en coopération avec les fabricants de machines agricoles, s'efforcent également d'améliorer les techniques d'application. L'agriculture de précision permet par exemple de combiner les savoirs et les informations donnés par une cartographie très détaillée à l'utilisation de technologies de traitement à taux variable de façon à appliquer plus efficacement les intrants.

Le secteur public a également un rôle important à jouer, tant dans la phase de recherche et de développement que dans celle de la diffusion de ses avantages aux agriculteurs, par des activités de vulgarisation, d'éducation et d'information. Au niveau international, l'International Agri-Food Network apporte une aide aux travaux du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) qui a pour

mission de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement par des activités de recherche, de partenariat, de renforcement des capacités et d'appui à l'élaboration des politiques. Le GCRAI encourage le développement agricole durable fondé sur une gestion écologiquement rationnelle des ressources naturelles. Les centres du GCRAI mènent des programmes de recherche, en collaboration avec de nombreux partenaires et parrains, associés au sein d'un nouveau système de recherche agricole international, incluant des fondations et des centres de recherche partiellement ou totalement financés par les industries agroalimentaires.

Éducation

L'une des principales fonctions des associations qui représentent le secteur de l'industrie agroalimentaire consiste à combler le déficit d'information qui existe entre la communication commerciale des sociétés – qui est souvent ciblée sur un produit particulier – et la demande d'informations plus complètes et plus internationales. Des publications sont disponibles sur une large gamme de sujets généraux intéressant chaque secteur. Ces documents sont utiles aux enseignants et aux étudiants ainsi qu'à tous ceux qui s'occupent de vulgarisation. Par exemple l'industrie de protection des cultures et l'industrie des semences ont publié conjointement deux brochures. « Seed treatment, a tool for sustainable agriculture » (Le traitement des semences, un instrument au service de l'agriculture durable) et « Industry guidelines for good use practices and standard requirements in the use of seed treatment » (Directives relatives aux bonnes pratiques et aux normes applicables en matière de traitement des semences).

Les sociétés du secteur agroalimentaire apportent également une contribution précieuse à l'enseignement agricole en offrant aux étudiants des stages au cours desquels ils peuvent acquérir une formation et une expérience pratique sur de nombreux aspects de l'approvisionnement de l'exploitation agricole en intrants, de la fabrication, de la transformation et de la commercialisation des aliments.

Il convient de relever que les besoins éducatifs diffèrent d'un endroit à l'autre selon le degré de complexité des processus de production et de transformation des aliments, tant en termes de technologie que de développement du marché, ce qui rend nécessaire d'adapter les programmes éducatifs aux conditions locales et aux collectivités. La FAO, qui dispose d'un réseau étendu dans de nombreux pays en développement est particulièrement bien placée pour assumer ces fonctions de sensibilisation.

Vulgarisation et formation

Les industries agroalimentaires, représentées par l'Agri-Food Network font beaucoup plus que développer des produits ayant des fonctions primaires, tout en veillant à protéger la santé et l'environnement. Mal utilisés, les meilleurs produits peuvent avoir des effets imprévus et indésirables. C'est pourquoi les acteurs de la filière alimentaire veillent à ce que les revendeurs, les agriculteurs et les autres utilisateurs finals comprennent bien comment utiliser les produits qu'ils achètent de la façon la plus efficace et la plus sûre. Les programmes de formation pratique, la diffusion de brochures et l'utilisation accrue d'Internet permettent d'atteindre tant les pays en développement que les pays développés.

La plupart des secteurs agroalimentaires publient des directives sur la sécurité de l'entreposage, du transport et de l'utilisation des produits en vue d'assurer un approvisionnement alimentaire viable. Certains secteurs participent directement à des programmes de formation et de parrainage visant à assurer le respect des réglementations et des codes de conduite et de bonne pratique qui n'ont pas force obligatoire, mais sont généralement acceptés. Avec la coopération d'autres acheteurs par exemple, un groupe de détaillants alimentaires européens élabore actuellement un code de bonnes pratiques agricoles que devront respecter les agriculteurs qui ont l'intention de commercialiser leurs produits par le réseau de ces détaillants et qui s'appliquera également aux fournisseurs extérieurs à l'Europe.

Nombre des activités des sociétés et associations représentées par l'International Agri-Food Network visent à promouvoir une large gamme de pratiques et de technologies qui contribuent à l'agriculture durable. Des recherches sont menées sur diverses formes de systèmes de cultures intégrées, par exemple en matière de gestion intégrée de la nutrition des plantes et de la lutte contre les parasites, de façon à aider les agriculteurs à gérer leurs exploitations avec plus d'efficacité. La structure fédérale de la plupart des associations du secteur facilite ce processus de vulgarisation. Les informations collectées au niveau international peuvent être transmises par le réseau, traduites et adaptées aux conditions locales. En outre, les études de cas et les leçons tirées de la pratique sont diffusées sur le réseau mondial, fournissant des exemples utiles qui peuvent être adaptés aux autres régions.

Initiative « Safe Use »

La Global Crop Protection Corporation (GCPF) a lancé une initiative appelée « Safe Use » afin de promouvoir la sécurité de l'emploi et de la manutention des produits utilisés pour la protection des cultures. L'Initiative « Safe Use », qui a démarré en 1991 au Guatemala, au Kenya et en Thaïlande, a maintenant des activités dans 25 pays en développement. Le programme australien est déjà ancien et l'Initiative s'étend actuellement à l'Europe.

L'Initiative « Safe Use » applique les mêmes concepts et principes dans tous ses projets, qui sont toutefois conçus et gérés localement. Les partenaires de l'Initiative comprennent des syndicats, des organisations internationales, des bailleurs de fonds, des organismes publics locaux et nationaux ainsi que des ONG. L'accent mis sur les conditions locales assure que les principes de « Safe Use » trouvent une application pratique. En Afrique du Sud par exemple, les collectivités ont conçu de nouveaux vêtements de protection pour prendre en compte les tabous interdisant aux femmes de porter des pantalons. Dans certains pays, le recours à des émissions de radio et à des spectacles joués dans les écoles a permis de contourner l'analphabétisme et d'associer les familles et les collectivités à la production agricole.

Autoréglementation, certification et formation

Les pays développés comme les pays en développement mènent des actions coopératives en vue d'établir des normes élevées dans le secteur agroalimentaire et de les faire respecter. Au Royaume-Uni par exemple, la British Agrochemicals Association (BAA), la National Association of Agriculture Contractors (NAAC), la National Farmers Union (NFU), la United Kingdom Agricultural Supply Trades Association (UKASTA), et l'Association of Independent Crop Consultants (AICC) se

sont associées pour financer BASIS, organisme indépendant créé en 1978 afin d'établir et d'évaluer les normes dans le secteur des pesticides. Les normes établies par BASIS ont été regroupées dans une loi en 1986 et les certifications « Storekeeper » (gestion des magasins), « Field Sales » (ventes sur le terrain) et « Technical Staff » (personnel technique) sont maintenant obligatoires pour tous ceux qui interviennent dans le stockage, la vente et la fourniture des pesticides. BASIS a également un programme de certification et de formation des conseillers en matière d'engrais [Fertiliser Advisers Certification and Training Scheme (FACTS)].

BASIS et FACTS poursuivent des objectifs similaires :

- Donner des avis fiables sur les produits ou sur leur utilisation
- Renforcer les normes techniques et les normes de formation
- Promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement
- Répondre aux conditions fixées par des cadres réglementaires sans édicter de législation spécifique.

Autres programmes concluants

L'International Agri-Food Network recherche activement, en collaboration avec les représentants des organisations australiennes de « Landcare » les moyens de propager les principes de gestion des terres et de développement communautaire de Landcare dans d'autres pays. Ce programme s'est beaucoup développé au cours de la dernière décennie avec le soutien de plusieurs partenaires (pouvoirs publics, associations d'agriculteurs, organismes de recherche et de préservation de l'environnement, secteur privé et ONG).

Les projets Landcare, que l'on présente généralement comme un exemple d'approche ascendante réussie, offrent au secteur agroalimentaire l'occasion unique de contribuer, par son expertise, à la solution des problèmes locaux en faisant appel à des compétences locales. Les solutions novatrices qui ont été trouvées par les collectivités rurales qui ont participé à plus de 4 000 groupes Landcare mettent souvent en pratique des concepts tels que la gestion intégrée des terres. Les entreprises agroalimentaires peuvent apporter leur savoir-faire et leurs technologies, mais les collectivités locales ou régionales sont mieux placées pour les appliquer de façon judicieuse. La réussite de Landcare commence à être connue. La réputation du programme a récemment gagné l'Afrique du Sud, qui a lancé son propre programme en 1998.

Thème 4

Mondialisation, libéralisation des échanges et investissements : incitations économiques et conditions générales d'une agriculture écologiquement viable.

C'est en adoptant des approches axées sur le marché favorables à l'entreprise, à la croissance économique et à une conduite responsable à l'égard de la société et de l'environnement que l'on parviendra effectivement à un développement agricole durable. L'économie ne cessant de se mondialiser, il faudra donc stimuler l'esprit d'entreprise en éliminant, de manière progressive, les obstacles au commerce et aux

investissements internationaux dans tous les secteurs. En encourageant les innovations techniques ainsi que la coopération et le transfert de technologie, l'ouverture des marchés améliore la qualité de vie dans les pays développés comme dans les pays en développement.

L'accès aux marchés, aux échanges et aux capitaux internationaux étant plus facile, tous les pays et toutes les parties intéressées en tireront profit, bien que le secteur agroalimentaire reconnaisse qu'une prise de conscience de certaines responsabilités à l'égard de la société et de l'environnement doit accompagner la croissance et la prospérité économiques. Le rôle des entreprises agroalimentaires et des milieux d'affaires en général est de veiller à ce que les avantages liés à l'ouverture des marchés parviennent jusqu'aux populations des pays en développement où la pauvreté constitue la menace la plus grave contre un développement durable. La création, à l'échelon mondial, de conditions favorables au fonctionnement équitable d'un marché dynamique devrait beaucoup aider à sortir des collectivités entières de la pauvreté.

Il faut donc encourager les gouvernements à adopter des politiques n'hésitant pas à réduire graduellement – et par la suite à éliminer – les mécanismes de soutien des prix agricoles, les subventions à l'exportation et les autres obstacles entravant le commerce des produits agricoles. Les gouvernements devraient accompagner ces réductions de mesures en faveur d'initiatives privées, en particulier pour aider les petites entreprises à devenir ou à rester concurrentielles face à l'ouverture des marchés (voir p. 15). Les collectivités locales, les entreprises et les marchés auront également besoin de temps pour s'adapter et profiter pleinement des avantages découlant du bon fonctionnement de marchés ouverts.

Politiques agricoles proposées

Dans de nombreux pays, devenir économiquement viable constitue pour le secteur agricole la priorité absolue. En général, une telle viabilité dépend d'un certain volume d'échanges de produits agricoles aux échelons local, régional, national ou international. Grâce à ce commerce, il est possible d'atteindre les objectifs d'une agriculture écologiquement viable : amélioration des conditions de vie en milieu rural, spécialement dans les pays en développement, accroissement de la quantité et de la qualité de l'alimentation; possibilités d'emploi; protection des ressources naturelles et de l'environnement. Les politiques économiques en faveur de l'échange libre et équitable des produits agricoles sont donc dans l'intérêt de tous.

En quoi consistent ces politiques économiques?

- À laisser les prix des produits alimentaires s'aligner sur ceux des cours mondiaux;
- À harmoniser les systèmes douaniers, la réglementation, les règles d'hygiène et autres systèmes de contrôle touchant les denrées alimentaires;
- À démanteler progressivement les mécanismes de soutien par l'État des prix et les autres mesures causant une distorsion des prix – par exemple, les subventions à l'exportation et les taxes à l'importation – dans des délais raisonnables afin que les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires et le marché lui-même aient le temps de s'adapter;

- À encourager les initiatives privées (plutôt que les initiatives publiques qui faussent les prix) en aidant les petits exploitants agricoles à acquérir, à vendre et à hypothéquer des terres, à acheter des semences, de l'engrais et du matériel, à avoir accès aux marchés et au crédit, et à rester compétitifs au fur et à mesure de l'ouverture des marchés;
- À favoriser les échanges et les investissements dans le secteur agroalimentaire, ce qui devrait entraîner un plus grand nombre d'innovations technologiques;
- À promouvoir les meilleures pratiques culturelles et environnementales; à mettre au point et à adopter des techniques de production alimentaire économiques, scientifiquement valides et écologiquement viables;
- À créer des dispositifs grâce auxquels les innovations dans le domaine des bonnes pratiques agricoles et environnementales et en matière de production alimentaire durable puissent profiter à tous les pays;
- À créer les équipements nécessaires pour que la production, le traitement et le transport des produits alimentaires d'un pays à un autre se fassent de manière hygiénique et efficace.

Arguments en faveur de la libéralisation des échanges et de la croissance économique

Dans le cadre des politiques commerciales en vigueur, les échanges de produits agricoles et de produits transformés ont augmenté de manière régulière. Cependant, en dépit de cette évolution favorable, les gouvernements interviennent davantage dans le secteur agricole que dans n'importe quel autre secteur. D'après l'OCDE, dans certains pays, le niveau de protection et de soutien accordé à l'agriculture dépasse les 70 %. Les subventions à l'exportation, par exemple, mettent à mal les marchés des pays en développement car elles entraînent une baisse des prix mondiaux avec laquelle les agriculteurs locaux ne peuvent pas rivaliser.

Les effets négatifs sur les échanges commerciaux ne concernent pas uniquement les actionnaires des multinationales. Même si des pays en développement font valoir, avec raison parfois, que la libéralisation des échanges internationaux ne leur a pas été aussi bénéfique qu'aux pays développés, les obstacles au commerce qui existent dans le secteur agricole ont des incidences défavorables sur *tous* les pays car ils compromettent les innovations, les investissements et la croissance économique.

Les innovations permettent d'introduire les meilleures pratiques dans le secteur agricole des pays en développement, ce qui se traduit par un accroissement de la production vivrière et une amélioration de la qualité des denrées alimentaires. En fait, de plus en plus de personnes sont désormais à même de se procurer une alimentation variée, et le nombre de celles qui souffrent de carences alimentaires est en baisse, bien que ce chiffre soit encore bien trop élevé. La mise au point de techniques de production de denrées alimentaires scientifiquement valides et écologiquement viables permet de réduire le gaspillage, et la préservation des terres fragiles et des ressources naturelles a des effets positifs pour l'environnement de tous les pays – voir thème 1.

La croissance économique du secteur agricole permet aux pauvres des pays en développement de mieux s'alimenter et d'obtenir des terres, des revenus, des em-

plois, des services financiers, de la technologie, et le capital nécessaire aux services collectifs et à l'éducation. Le renforcement de l'économie rurale facilite également la préservation des paysages ruraux et du patrimoine culturel. Bien que, dans certaines régions, la croissance économique ait mis du temps à parvenir jusqu'aux couches les plus défavorisées, à terme, elle améliorera les conditions de vie dans les pays développés et dans les pays en développement.

Le secteur phytosanitaire estime, par exemple, que l'élimination des droits sur ses produits aurait plusieurs effets bénéfiques :

- Stimulation de la croissance économique dans les pays participants;
- Amélioration, partout dans le monde, de l'accès des agriculteurs aux produits phytosanitaires;
- Développement d'un plus grand nombre de produits nouveaux plus respectueux de l'environnement;
- Ressources supplémentaires consacrées à la réglementation écologique et aux activités de protection de l'environnement;
- Davantage de ressources pour former les agriculteurs à la manutention et à l'utilisation des produits phytosanitaires dans des conditions de sécurité.

En résumé, si l'on désire atteindre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux associés à une agriculture écologiquement viable, il faut absolument supprimer les barrières qui font obstacle aux échanges dans le secteur agricole, ce qui est nécessaire si l'on veut élargir les avantages de pratiques commerciales équitables aux pays en développement.

Initiatives et exemples de réussite

Les entreprises du secteur agroalimentaire reconnaissent que tous ceux qui participent à la filière agroalimentaire ont, en plus de leurs priorités économiques, des responsabilités à l'égard de la société et de l'environnement. Il existe de nombreux exemples d'entreprises qui se sont attaquées avec succès à des problèmes complexes en recourant à des méthodes dynamiques et novatrices et en s'associant à des administrations, à des organismes à but non lucratif, à des chercheurs et à des technologues.

De leur plein gré, de nombreuses entreprises agroalimentaires ont lancé des initiatives visant à améliorer leurs opérations et à avoir des effets positifs sur les collectivités locales, les consommateurs et l'environnement. L'Association internationale de l'industrie des engrais, par exemple, collabore avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en vue de rassembler et de diffuser des connaissances et des compétences portant sur les systèmes de gestion de l'environnement en phase de production, et d'élaborer et de transférer des éléments d'information concernant les modes de distribution et d'utilisation les plus efficaces des ressources phytotropes, en particulier dans les pays en développement.

Au Zimbabwe, des entreprises produisant des intrants agricoles ont établi, en association avec un organisme de développement agricole à but non lucratif dont le siège est aux États-Unis (Citizens Network for Foreign Affairs: CNFA), un nouveau type de partenariat entre les secteurs public et privé dans l'intention d'améliorer la productivité et d'accroître les revenus des petits exploitants. Une analyse détaillée

de la situation des fermiers zimbabwéens pratiquant une agriculture de subsistance a montré que c'était essentiellement la pénurie d'intrants qui les empêchait d'augmenter leurs revenus. Comme il n'existait pas, au niveau des villages, de bonnes entreprises qui auraient servi d'intermédiaires, les entreprises mentionnées ci-dessus estimaient qu'elles n'avaient rien à gagner à étendre leur système de distribution aux régions de petites exploitations difficiles d'accès. Financé par le Gouvernement des États-Unis, le CNFA forme donc des entrepreneurs dans les villages afin qu'ils deviennent des distributeurs pour les entreprises agro-industrielles. Ces entreprises, quant à elles, accordent à ces entrepreneurs des crédits (garantis à 50% par le CNFA) pour qu'ils puissent constituer des stocks d'intrants et apprendre les bonnes techniques de manutention et d'utilisation de ces produits. Ensemble, les entreprises et le CNFA mettent sur pied une filière d'approvisionnement commerciale viable qui permettra aux petits exploitants de recevoir une quantité d'intrants bien plus importante.

À la suite de la concertation qui a eu lieu avec les consommateurs, les agriculteurs et autres, le secteur des produits laitiers a pris conscience du fait qu'il importait de développer et d'étendre le marché de ses produits tout en tenant compte des préoccupations du public concernant la santé et le bien-être des animaux, les déchets d'élevage, l'hygiène du milieu et l'innocuité des aliments. Dans certaines régions, les produits laitiers «biologiques» sont en plein essor car ces spécialités alimentaires fabriquées dans certaines conditions se vendent plus cher.

Le secteur phytosanitaire prend part à des programmes de gestion rationnelle – essentiellement dans les pays en développement – afin de veiller à une utilisation et à une manutention adéquates de ses produits jusqu'à la chaîne de distribution. Dans certains pays, les concessionnaires ne se voient accorder de licence qu'après avoir été agréés par le secteur phytosanitaire. Ce dernier encourage activement le recyclage des emballages – et parfois y participe directement –, la protection de l'environnement étant le premier objectif de ces initiatives. Désormais, les produits phytosanitaires sont conçus non pas comme des produits isolés, mais comme des produits qui s'inscrivent dans le cadre des programmes de lutte intégrée contre les ravageurs. Certaines entreprises, pour indiquer qu'elles s'intéressent davantage à l'ensemble des services phytosanitaires qu'à des produits spécifiques ont modifié leur organigramme : les services sont organisés en fonction du problème à résoudre, non pas du produit particulier à vendre.

D'autres entreprises agroalimentaires ont grandement réduit leur consommation d'énergie et de matières premières dans leur mode de production, contrôlé les émissions de déchets, mené des recherches dans l'intention d'identifier de nouveaux produits et méthodes n'ayant pas d'incidences indésirables, élaboré des codes de conduite et mis au point des bonnes pratiques, fourni au marché leurs compétences et leurs ressources et procédé à des investissements (voir thème 2). Par exemple, le développement de plantes cultivées plus résistantes pourrait aboutir à une moindre utilisation de certains produits phytosanitaires. De telles initiatives favorisent les innovations de la part des producteurs du monde entier, stimulent leur esprit d'entreprise et leur fournissent des incitations économiques, ce qui, en fin de compte, profite au consommateur qui bénéficie de prix plus bas, d'une plus grande quantité et variété d'aliments et d'un environnement plus sain.

Conclusion

Pour parvenir à une agriculture économiquement viable fondée sur des pratiques écologiquement rationnelles qui, par ricochet, renforcent les avantages économiques, sociaux et environnementaux d'une agriculture durable, il est indispensable d'instaurer une politique d'ouverture commerciale équitable. Par ailleurs, une telle politique fournit au secteur agroalimentaire les ressources financières nécessaires pour lancer des initiatives volontaires et établir des partenariats en faveur d'une agriculture écologiquement viable.

En effet, l'agroalimentaire, les agriculteurs, les ONG et les gouvernements ont un grand nombre d'intérêts communs. Il faut donc renforcer la concertation et la coopération entre les parties intéressées afin de repérer et d'exploiter les possibilités d'initiatives communes et de partenariats au service d'une agriculture durable.
